

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/45682]

15 JUIN 2023. — Décret relatif à l'agrément et au financement des agences de développement centre-ville (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *L'agence de développement centre-ville*

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'agence de développement centre-ville est une association sans but lucratif qui a pour but de renforcer et de pérenniser le positionnement et l'attractivité économique et commerciale, la qualité, la convivialité et la sécurité d'un ou plusieurs centres-villes au bénéfice de ses commerçants et de ses usagers.

§ 2. Avec ses partenaires, l'agence de développement centre-ville initie, construit et opérationnalise une stratégie équilibrée à court, moyen et long terme qui vise à atteindre le but repris au paragraphe 1^{er}.

La stratégie visée à l'alinéa 1^{er} est déterminée sur base de besoins identifiés au sein du centre-ville. Elle est traduite dans un plan stratégique et est cohérente avec les politiques locales et régionales de développement.

§ 3. L'agence de développement centre-ville initie et développe des projets partenariaux porteurs et innovants. Ces projets viennent en complément des projets existants dans le centre-ville.

Le Gouvernement détermine les thématiques dans lesquelles ces projets s'inscrivent.

Art. 2. § 1^{er}. Toute commune d'au moins 30.000 habitants, non couverte par une agence de développement local instituée en vertu du décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local, peut instituer une agence de développement centre-ville compétente pour l'ensemble de son territoire.

Le nombre d'habitants à prendre en considération est le nombre de personnes inscrites au Registre national des personnes physiques ayant leur résidence principale dans la commune concernée au 1^{er} janvier de l'année de constitution de l'agence.

§ 2. Au sens du présent décret, l'on entend par centre-ville une zone d'intervention délimitée en fonction des critères alternatifs suivant :

- 1° la forte concentration des services commerciaux ou culturels;
- 2° la forte concentration démographique;
- 3° la forte concentration des services au citoyen qui y sont présents;
- 4° l'attractivité qu'elle exerce sur les quartiers périphériques ou sur les communes avoisinantes.

Une agence de développement centre-ville peut avoir plusieurs zones d'intervention à l'intérieur d'une même commune.

La zone d'intervention de l'agence de développement centre-ville est déterminée par le Gouvernement, après avis de la Commission visée à l'article 12.

Art. 3. Tant l'assemblée générale que l'organe d'administration sont composés paritairement, d'une part, de partenaires publics, dont au moins la commune où est créée l'agence de développement du centre-ville et, d'autre part, de partenaires privés.

La présidence de l'organe d'administration est assurée par un représentant des partenaires publics pendant une moitié de la durée de l'agrément et par un représentant des partenaires privés pendant l'autre moitié. Toutefois, les représentants des partenaires publics ou privés peuvent renoncer à ce droit.

Les administrateurs représentant la commune sont désignés à la proportionnelle du conseil communal conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral.

Au sens du présent article, on entend par :

1° « partenaire public » : les autorités locales et les organismes dont les activités sont financées majoritairement par l'État, les Régions, les Communautés, les autorités locales ou d'autres partenaires publics;

2° « partenaire privé » : une personne physique ou une personne morale de droit privé.

Art. 4. L'agence de développement centre-ville garantit une transparence financière vis-à-vis du Gouvernement qui transparait dans le rapport d'activités annuel visé à l'article 8, § 2, alinéa 1^{er}, 5°. Dans ce cadre, outre la comptabilité que lui imposent les dispositions légales et réglementaires régissant cette matière, l'agence de développement centre-ville tient une comptabilité analytique détaillée faisant ressortir :

- a) les mises à disposition de ressources publiques effectuées en sa faveur directement par les pouvoirs publics;
- b) les mises à disposition de ressources publiques effectuées en sa faveur par les pouvoirs publics par l'intermédiaire d'entreprises publiques ou d'institutions financières;
- c) les mises à disposition de ressources privées effectuées en sa faveur;
- d) l'utilisation effective de ces ressources publiques et privées.

Art. 5. L'association dispose d'une cellule exécutive composée au moins d'un directeur et, en fonction des besoins, de personnel de terrain. La cellule exécutive réalise des missions qui poursuivent le but visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}.

Les membres de la cellule exécutive sont occupés par l'association dans le cadre d'un contrat de travail.

Le personnel de terrain exécute ses prestations sous l'autorité du directeur.

Art. 6. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine les missions du directeur.

§ 2. Le régime de travail du directeur ne peut pas être inférieur à un quatre cinquième temps.

Lorsque le directeur quitte sa fonction ou si son régime de travail devient inférieur à un quatre cinquième temps, l'agence de développement centre-ville dispose d'un délai de six mois pour le remplacer.

§ 3. Le Gouvernement détermine les titres et les expériences requis pour accéder à la fonction de directeur.

Ne peut pas être désignée comme directeur ou continuer à exercer la fonction de directeur la personne qui :

1° est membre de tout organisme, parti, groupement, association ou personne morale qui ne respecte pas les principes démocratiques énoncés par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide;

2° exerce un mandat politique ou se porte candidat à un mandat politique au sein du conseil communal de la commune concernée ou du conseil provincial de la province à laquelle la commune appartient ou au sein de tout organe qui dépend directement de ce conseil communal ou de ce conseil provincial.

Art. 7. Lorsque les besoins le justifient, l'association peut recourir au personnel de la commune concernée selon les dispositions applicables en matière de mise à disposition du personnel contractuel ou statutaire.

Lorsque les besoins le justifient, l'association peut recourir au matériel et aux matières premières nécessaires à l'accomplissement de ses missions qui peuvent lui être prêtées par les services de la commune concernée. Cette mise à disposition est encadrée par une convention constatée par écrit entre l'association et la commune concernée.

CHAPITRE 2. — *L'agrément*

Art. 8. § 1^{er}. Lorsque les conditions visées à l'article 2, § 1^{er}, sont réunies, le Gouvernement agrée toute association qui en fait la demande et qui remplit les conditions suivantes :

- 1° être constituée sous forme d'association sans but lucratif;
- 2° poursuivre le but visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, et le mentionner dans ses statuts;
- 3° mettre en oeuvre le plan stratégique visé à l'article 1^{er}, § 2, alinéa 2;
- 4° ne pas avoir son siège social ou une unité d'exploitation à la même adresse qu'une association de commerçants.

Pour conserver son agrément, l'agence de développement centre-ville agréée continue de respecter les conditions visées à l'alinéa 1^{er} pendant toute la durée de l'agrément. Elle informe sans délai le Gouvernement de toute modification des conditions visées à l'alinéa 1^{er} intervenue après l'octroi de l'agrément.

§ 2. L'agence de développement centre-ville agréée satisfait au cours de son agrément aux conditions suivantes :

- 1° l'agence est financée annuellement à concurrence d'au moins trente pour cent de la subvention régionale par les partenaires locaux dont au moins un tiers provient d'apports privés;
- 2° fournir au personnel une formation continue directement liée aux missions du directeur fixées en vertu de l'article 6, § 1^{er}, et du but visé à l'article 1^{er}, § 1^{er};
- 3° travailler en réseau avec les autres agences de développement centre-ville agréées en vertu du présent décret;
- 4° utiliser l'outil de prospective urbaine à jour mis en place par le Gouvernement;
- 5° transmettre un rapport d'activités annuel au Gouvernement;
- 6° respecter l'ensemble du décret et ses mesures d'exécution.

La condition visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, est à concrétiser au sein des comptes annuels au plus tard avant la fin de la première année qui suit la date d'entrée en vigueur de l'agrément.

Art. 9. L'agrément est octroyé pour une durée de six ans. Il peut être renouvelé.

Art. 10. Sans préjudice de l'article 19, le Gouvernement peut suspendre ou retirer l'agrément de l'agence de développement centre-ville lorsqu'elle ne respecte pas les conditions d'agrément ou les obligations prévues par ou en vertu du présent décret.

La procédure de suspension et de retrait de l'agrément garantit la possibilité pour l'agence de développement centre-ville agréée de faire valoir préalablement son point de vue au sujet des manquements qui lui sont reprochés.

Le Gouvernement détermine la procédure d'octroi, de renouvellement, de suspension et de retrait de l'agrément.

CHAPITRE 3. — *Le financement*

Art. 11. L'agence de développement centre-ville agréée a droit à une subvention destinée à couvrir une partie des frais engagés en application du présent décret.

Le Gouvernement détermine le montant, les modalités et les conditions d'octroi, de liquidation et de récupération de la subvention.

La procédure de récupération de la subvention garantit la possibilité pour l'agence de développement centre-ville agréée de faire valoir préalablement son point de vue au sujet du respect des conditions d'octroi.

Dans la limite des crédits disponibles, la subvention est indexée au 1^{er} janvier de chaque année, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

CHAPITRE 4. — *La Commission d'agrément et d'accompagnement des agences de développement centre-ville*

Art. 12. Il est institué une Commission d'agrément et d'accompagnement des agences de développement centre-ville, ci-après appelée la Commission.

La Commission est composée comme suit :

1° un membre, chargé de la présidence, et un suppléant représentant le Ministre qui a l'Économie dans ses attributions;

2° un membre, chargé de la vice-présidence et un suppléant représentant le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions;

3° un membre, chargé de la vice-présidence, et un suppléant représentant le Ministre qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions;

4° un membre et un suppléant représentant le Département de l'Emploi et de la formation professionnelle du Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche;

5° un membre et un suppléant représentant le Département du Développement économique du Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche;

6° un membre et un suppléant représentant le Département des Pouvoirs locaux du Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale;

7° un représentant de l'association sans but lucratif Union des Villes et Communes de Wallonie.

Lorsqu'un Ministre a dans ses attributions plusieurs matières visées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 3°, il désigne uniquement un membre et un suppléant.

La Commission remplit les missions suivantes :

1° remettre au Gouvernement des avis motivés sur les demandes d'octroi et de renouvellement de l'agrément ainsi que sur les propositions de suspension et de retrait de l'agrément;

2° évaluer les projets des agences de développement centre-ville et identifier des pistes d'orientation ou de solution, sur base de l'analyse des dossiers d'agrément et des rapports d'activités;

3° donner des avis d'initiative ou sur demande du Gouvernement sur toutes questions relatives aux agences de développement centre-ville.

Le Gouvernement détermine les règles de fonctionnement de la Commission.

CHAPITRE 5. — *Les traitements de données à caractère personnel*

Art. 13. Le Service public de Wallonie, Économie, Emploi et Recherche traite les données à caractère personnel pour ce qui est nécessaire :

1° en ce qui concerne l'agrément :

a) aux opérations de gestion administrative de l'octroi de l'agrément;

b) aux opérations de suspension et de retrait de l'agrément;

c) aux opérations de gestion du contentieux relatif à l'agrément;

2° en ce qui concerne le subventionnement :

a) aux opérations de gestion administrative et d'octroi de la subvention;

b) aux opérations de récupération de la subvention indûment perçue;

c) aux opérations de gestion du contentieux relatif au subventionnement;

3° au secrétariat de la Commission.

Art. 14. § 1^{er}. Les données nécessaires à l'agrément sont les suivantes :

1° les prénoms et les noms des membres de l'agence de développement centre-ville et des membres de son organe d'administration;

2° les prénoms et les noms du bourgmestre et du directeur général de la commune pour laquelle l'agence de développement centre-ville est compétente;

3° les prénoms et les noms des représentants d'organismes tiers au sein de l'agence de développement centre-ville.

§ 2. Les données nécessaires à l'octroi et à la récupération de la subvention visée à l'article 11 sont les suivantes :

1° en ce qui concerne les travailleurs occupés par l'agence de développement centre-ville dans le cadre d'un contrat de travail :

a) les prénoms et les noms;

b) le montant des rémunérations telles que prévues dans leur contrat de travail;

c) les formations qu'ils ont suivies dans le cadre de leur contrat de travail;

2° en ce qui concerne les travailleurs mis à disposition de l'agence de développement centre-ville par un tiers :

a) les prénoms et les noms;

b) les formations suivies par les travailleurs mis à disposition de l'agence de développement centre-ville lorsque le contrat de mise à disposition met la formation continue à charge de l'agence.

§ 3. Les données nécessaires au secrétariat de la Commission sont les prénoms et les noms des membres de la commission.

§ 4. Les données visées aux paragraphes 1^{er} et 2 sont fournies au Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche par l'agence de développement centre-ville. Celui-ci peut également avoir recours à des sources de données authentiques.

Les données visées au paragraphe 3 sont fournies au Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche par les organismes représentés désignés par le Gouvernement.

Art. 15. Les agents du Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche n'accèdent aux données à caractère personnel que dans la mesure où cet accès est nécessaire à l'exécution des tâches qui leur sont confiées dans le cadre des finalités définies à l'article 13.

Chaque personne ayant accès à des données à caractère personnel en vertu de l'alinéa 1^{er} est tenue au secret professionnel et est personnellement responsable de leur utilisation. L'article 458 du Code pénal leur est applicable.

Art. 16. Les données obtenues par le responsable du traitement ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard des finalités définies à l'article 13, en ce compris la gestion des éventuels contentieux y relatifs, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année au cours de laquelle sont intervenus la prescription des actions et, le cas échéant, le paiement intégral de tous les montants y liés, ainsi que la cessation définitive des procédures et des recours judiciaires ou administratifs y liés.

CHAPITRE 6. — *L'évaluation du dispositif, le contrôle et les sanctions*

Art. 17. A partir de l'année 2024, l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique réalise, tous les 5 ans, un rapport d'évaluation du dispositif agences de développement centre-ville.

Le rapport d'évaluation détermine dans quelle mesure le dispositif atteint l'objectif visé et formule des recommandations en vue de son amélioration.

Le rapport d'évaluation est transmis par écrit au Parlement et au Gouvernement.

Art. 18. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

Art. 19. § 1^{er}. Est punie d'une amende administrative de 10 à 100 euros, toute personne non agréée en vertu du présent décret qui, soit se fait passer directement pour une agence de développement centre-ville, soit induit volontairement en erreur une personne sur le fait d'être une agence de développement centre-ville, et ce même en présentant des informations factuellement correctes.

§ 2. Est punie d'une amende administrative de 50 à 500 euros, l'agence de développement centre-ville agréée qui n'a pas informé le Gouvernement de la modification des conditions visées à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, intervenue après l'octroi de l'agrément.

§ 3. Est punie d'une amende administrative de 25 à 250 euros, l'agence de développement centre-ville agréée qui ne respecte pas les conditions fixées à l'article 8, § 2.

Art. 20. Les dispositions du chapitre 9 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations s'appliquent aux amendes administratives déterminées par l'article 19.

CHAPITRE 7. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 21. Par dérogation à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et à l'article 9, les communes de moins de 30.000 habitants qui disposent d'une association de gestion centre-ville dans le cadre du projet pilote initié en 1997 dénommée « Plan d'action wallon pour la gestion des centres-villes et la création de nouveaux gisements d'emploi » ayant reçu une subvention en 2022 peuvent instituer une agence de développement centre-ville dans le cadre du présent décret à dater de son entrée en vigueur.

Dans pareil cas, l'agrément est octroyé pour une durée de 7 ans non renouvelable.

Art. 22. Le décret du 3 avril 2009 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions à des associations de gestion centre-ville est abrogé.

Art. 23. Le présent décret entre en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de son arrêté d'exécution.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 juin 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de la Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
P. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
C. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
C. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2022-2023.

Documents du Parlement wallon, 1324 (2022-2023) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 14 juin 2023.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/45682]

15. JUNI 2023 — Dekret über die Zulassung und Finanzierung von Agenturen für innerstädtische Entwicklung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, die Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Kapitel 1. — *Die Agentur für innerstädtische Entwicklung*

Artikel 1 - § 1^{er}. Die Agentur für innerstädtische Entwicklung ist eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, deren Ziel es ist, die wirtschaftliche und kommerzielle Positionierung und Attraktivität, die Qualität, die Freundlichkeit und die Sicherheit eines oder mehrerer Stadtzentren zum Nutzen ihrer Händler und Nutzer zu stärken und dauerhaft zu sichern.

§ 2. Zusammen mit ihren Partnern initiiert, konstruiert und operationalisiert die Agentur für innerstädtische Entwicklung eine ausgewogene kurz-, mittel- und langfristige Strategie, die darauf abzielt, das in Absatz 1^{er} genannte Ziel zu erreichen.

Die in Absatz 1^{er} genannte Strategie wird auf der Grundlage der innerhalb des Stadtzentrums ermittelten Bedürfnisse festgelegt. Sie wird in einem strategischen Plan umgesetzt und steht im Einklang mit der lokalen und regionalen Entwicklungspolitik.

§ 3. Die Agentur für innerstädtische Entwicklung initiiert und entwickelt tragende und innovative Partnerschaftsprojekte. Diese Projekte ergänzen die bestehenden Projekte in der Innenstadt.

Die Regierung legt die Themenbereiche fest, in die diese Projekte eingebettet sind.

Art. 2 - § 1^{er}. Jede Gemeinde mit mindestens 30.000 Einwohnern, die nicht von einer lokalen Agentur für Entwicklung abgedeckt wird, die gemäß dem Dekret vom 25. März 2004 über die Zulassung und Gewährung von Subventionen für lokale Agenturen für Entwicklung eingerichtet wurde, kann eine für ihr gesamtes Gebiet zuständige Agentur für innerstädtische Entwicklung einrichten.

Die zu berücksichtigende Einwohnerzahl ist die Zahl der im Nationalregister der natürlichen Personen eingetragenen Personen, die am 1. Januar des Jahres, in dem die Agentur gegründet wurde, ihren Hauptwohnsitz in der betreffenden Gemeinde hatten.

§ 2. Im Sinne dieses Dekrets ist unter Stadtzentrum ein Einsatzgebiet zu verstehen, das nach folgenden alternativen Kriterien abgegrenzt wird:

- 1° die starke Konzentration von kommerziellen oder kulturellen Dienstleistungen;
- 2° die hohe Bevölkerungskonzentration;
- 3° die hohe Konzentration der dort vorhandenen Bürgerdienste;
- 4° die Attraktivität, die sie auf die Randbezirke oder die umliegenden Gemeinden ausübt.

Eine Agentur für innerstädtische Entwicklung kann innerhalb einer Gemeinde mehrere Einsatzgebiete haben.

Das Einsatzgebiet der Agentur für innerstädtische Entwicklung wird von der Regierung nach Stellungnahme der in Artikel 12 genannten Kommission festgelegt.

Art. 3 - Sowohl die Generalversammlung als auch das Verwaltungsorgan setzen sich paritätisch aus öffentlichen Partnern, darunter mindestens die Gemeinde, in der die Agentur für innerstädtische Entwicklung gegründet wird, einerseits und privaten Partnern andererseits, zusammen.

Der Vorsitz des Verwaltungsorgans wird für eine Hälfte der Zulassungsdauer von einem Vertreter der öffentlichen Partner und für die andere Hälfte von einem Vertreter der privaten Partner wahrgenommen. Die Vertreter der öffentlichen oder privaten Partner können jedoch auf dieses Recht verzichten.

Die Verwaltungsratsmitglieder, die die Gemeinde vertreten, werden gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches nach dem Verhältniswahlrecht des Gemeinderats ernannt.

Im Sinne des vorliegenden Kapitels gelten die folgenden Definitionen:

- 1° „öffentlicher Partner“: lokale Behörden und Einrichtungen, deren Aktivitäten überwiegend vom Staat, den Regionen, Gemeinschaften, lokalen Behörden oder anderen öffentlichen Partnern finanziert werden;
- 2° „privater Partner“: eine natürliche Person oder eine juristische Person des Privatrechts.

Art. 4 - Die Agentur für innerstädtische Entwicklung gewährleistet eine finanzielle Transparenz gegenüber der Regierung, die aus dem jährlichen Tätigkeitsbericht gemäß Artikel 8, § 2, Absatz 1^{er}, 5° hervorgeht. In diesem Rahmen führt die Agentur für innerstädtische Entwicklung neben der Buchführung, die ihr nach den einschlägigen Rechts- und Verwaltungsvorschriften obliegt, eine detaillierte analytische Buchführung, aus der Folgendes hervorgeht:

- a) die Bereitstellung öffentlicher Mittel, die zu ihren Gunsten direkt von der Regierung zugewiesen werden;
- b) die Bereitstellung öffentlicher Mittel, die zu ihren Gunsten von der Regierung über öffentliche Unternehmen oder Finanzinstitute zugewiesen werden;
- c) die Bereitstellung von privaten Ressourcen, die zu ihren Gunsten erfolgt;
- d) die effektive Nutzung dieser öffentlichen und privaten Ressourcen.

Art. 5 - Die Vereinigung verfügt über eine Exekutivzelle, die mindestens aus einem Direktor und, je nach Bedarf, aus Mitarbeitern vor Ort besteht. Die Exekutivzelle führt Aufgaben aus, die das in Artikel 1^{er}, § 1^{er} genannte Ziel verfolgen.

Die Mitglieder der Exekutivzelle werden von der Vereinigung im Rahmen eines Arbeitsvertrags beschäftigt.

Das Außendienstpersonal führt seine Leistungen unter der Aufsicht des Direktors aus.

Art. 6 - § 1^{er}. Die Regierung legt die Aufgaben des Direktors fest.

§ 2. Die Arbeitsregelung des Direktors darf nicht weniger als vier Fünftel der Zeit betragen.

Wenn der Direktor aus seinem Amt ausscheidet oder sein Arbeitsverhältnis auf weniger als vier Fünftel der Zeit reduziert wird, hat die Agentur für innerstädtische Entwicklung sechs Monate Zeit, um den Direktor zu ersetzen.

§ 3. Die Regierung legt fest, welche Befähigungsnachweise und Erfahrungen für den Zugang zum Amt des Direktors erforderlich sind.

Nicht zum Direktor ernannt werden oder weiterhin als Direktor fungieren kann eine Person, die:

1° Mitglied einer Organisation, Partei, Gruppierung, Vereinigung oder juristischen Person ist, die die demokratischen Grundsätze nicht achtet, die in der Europäischen Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten und den in Belgien geltenden Zusatzprotokollen zu dieser Konvention festgelegt sind, durch das Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Bekämpfung bestimmter durch Rassismus und Fremdenfeindlichkeit inspirierter Handlungen und durch das Gesetz vom 23. März 1995 zur Bekämpfung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des vom nationalsozialistischen deutschen Regime während des Zweiten Weltkriegs begangenen Völkermords oder jeder anderen Form des Völkermords;

2° ein politisches Mandat ausübt oder für ein politisches Mandat im Gemeinderat der betreffenden Gemeinde oder im Provinzialrat der Provinz, zu der die Gemeinde gehört, oder in einem Organ, das direkt von diesem Gemeinderat oder diesem Provinzialrat abhängt, kandidiert.

Art. 7 - Wenn die Bedürfnisse es rechtfertigen, kann die Vereinigung auf das Personal der betreffenden Gemeinde gemäß den geltenden Bestimmungen für die Bereitstellung von Vertrags- oder Statutpersonal zurückgreifen.

Wenn es die Bedürfnisse rechtfertigen, kann die Vereinigung auf Material und Rohstoffe zurückgreifen, die für die Erfüllung ihrer Aufgaben erforderlich sind und die ihr von den Dienststellen der betreffenden Gemeinde geliehen werden können. Diese Bereitstellung wird durch eine schriftliche Vereinbarung zwischen der Vereinigung und der betreffenden Gemeinde geregelt.

Kapitel 2. — Zulassung

Art. 8 - § 1^{er}. Wenn die in Artikel 2 § 1^{er} genannten Bedingungen erfüllt sind, lässt die Regierung jede Vereinigung zu, die einen entsprechenden Antrag stellt und die folgenden Bedingungen erfüllt:

1° als Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht gegründet sein;

2° den in Artikel 1^{er}, § 1^{er} genannten Zweck verfolgen und dies in ihrer Satzung erwähnen;

3° den in Artikel 1^{er}, § 2, Absatz 2 genannten strategischen Plan umsetzen;

4° ihren Hauptsitz oder eine Betriebseinheit nicht an derselben Adresse wie eine Händlervereinigung haben.

Um ihre Zulassung zu behalten, muss die zugelassene Agentur für innerstädtische Entwicklung während der gesamten Dauer der Zulassung weiterhin die in Absatz 1^{er} genannten Bedingungen erfüllen. Sie informiert die Regierung unverzüglich über jede Änderung der in Absatz 1^{er} genannten Bedingungen, die nach der Erteilung der Zulassung eingetreten ist.

§ 2. Die zugelassene Agentur für innerstädtische Entwicklung erfüllt während ihrer Zulassung die folgenden Bedingungen:

1° die Agentur wird jährlich in Höhe von mindestens dreißig Prozent der regionalen Subvention von den lokalen Partnern finanziert, wovon mindestens ein Drittel aus privaten Beiträgen stammt;

2° dem Personal eine Weiterbildung anbieten, die in direktem Zusammenhang mit den gemäß Artikel 6 § 1^{er} festgelegten Aufgaben des Direktors und dem in Artikel 1^{er} § 1^{er} genannten Zweck steht;

3° in einem Netzwerk mit den anderen gemäß diesem Dekret zugelassenen Agenturen für innerstädtische Entwicklung zusammenarbeiten;

4° das von der Regierung eingerichtete aktuelle Instrument zur städtischen Vorausschau nutzen;

5° der Regierung einen jährlichen Tätigkeitsbericht übermitteln;

6° das gesamte Dekret und seine Durchführungsmaßnahmen einhalten.

Die in Absatz 1^{er}, 1° genannte Bedingung ist innerhalb des Jahresabschlusses spätestens bis zum Ende des ersten Jahres nach dem Datum des Inkrafttretens der Zulassung zu konkretisieren.

Art. 9 - Die Zulassung wird für eine Dauer von sechs Jahren erteilt. Diese kann verlängert werden.

Art. 10 - Unbeschadet des Artikels 19 kann die Regierung die Zulassung einer Agentur für innerstädtische Entwicklung aussetzen oder entziehen, wenn diese die Zulassungsbedingungen oder die Verpflichtungen, die in oder aufgrund dieses Dekrets vorgesehen sind, nicht erfüllt.

Das Verfahren zur Aussetzung und zum Entzug der Zulassung gewährleistet, dass die zugelassene Agentur für innerstädtische Entwicklung vorher ihren Standpunkt zu den ihr vorgeworfenen Verstößen darlegen kann.

Die Regierung legt das Verfahren für die Erteilung, Erneuerung, Aussetzung und den Entzug der Zulassung fest.

Kapitel 3. — Finanzierung

Art. 11 - Die zugelassene Agentur für innerstädtische Entwicklung hat Anspruch auf eine Subvention zur Deckung eines Teils der Kosten, die ihr durch die Anwendung dieses Erlasses entstehen.

Die Regierung legt die Höhe, die Modalitäten und die Bedingungen für die Gewährung, Abwicklung und Rückforderung der Subvention fest.

Das Rückforderungsverfahren gewährleistet, dass die zugelassene Agentur für innerstädtische Entwicklung vorab ihren Standpunkt zur Erfüllung der Förderbedingungen darlegen kann.

Im Rahmen der verfügbaren Mittel wird die Subvention am 1. Januar eines jeden Jahres nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten indexiert.

Kapitel 4. — Die Kommission für die Zulassung und Begleitung von Agenturen für innerstädtische Entwicklung

Art. 12 - Es wird eine Kommission für die Zulassung und Begleitung von Agenturen für innerstädtische Entwicklung eingerichtet, die im Folgenden als Kommission bezeichnet wird.

Die Kommission setzt sich wie folgt zusammen:

1° ein Mitglied, das mit der Präsidentschaft betraut ist, und ein Stellvertreter, der den Minister vertritt, in dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft fällt;

2° ein Mitglied, das mit der Vizepräsidentschaft betraut ist, und ein Stellvertreter, der den Minister vertritt, in dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung fällt;

3° ein Mitglied, das mit der Vizepräsidentschaft betraut ist, und ein Stellvertreter, der den Minister vertritt, in dessen Zuständigkeitsbereich die lokalen Behörden fallen;

4° ein Mitglied und ein Stellvertreter, die die Abteilung für Beschäftigung und Berufsausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung vertreten;

5° ein Mitglied und ein Stellvertreter, die die Abteilung für Wirtschaftliche Entwicklung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung vertreten;

6° ein Mitglied und ein Stellvertreter, die die Abteilung für Lokale Behörden des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Inneres und Soziale Aktion vertreten;

7° ein Vertreter der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht Union des Villes et Communes de Wallonie.

Wenn ein Minister mehrere der in Absatz 1^{er}, 1° bis 3° genannten Angelegenheiten in seinem Zuständigkeitsbereich hat, ernennt er nur ein Mitglied und einen Stellvertreter.

Die Kommission erfüllt folgende Aufgaben:

1° der Regierung begründete Stellungnahmen zu den Anträgen auf Erteilung und Erneuerung der Zulassung sowie zu den Vorschlägen für die Aussetzung und den Entzug der Zulassung abgeben;

2° die Projekte der Agenturen für innerstädtische Entwicklung bewerten und auf der Grundlage der Analyse der Zulassungsakten und der Tätigkeitsberichte Orientierungs- oder Lösungsansätze identifizieren;

3° aus eigener Initiative oder auf Anfrage der Regierung Stellungnahmen zu allen Fragen abgeben, die die Agenturen für innerstädtische Entwicklung betreffen.

Die Regierung legt die Regeln für die Arbeitsweise der Kommission fest.

Kapitel 5. — *Verarbeitung personenbezogener Daten*

Art. 13 - Der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung verarbeitet personenbezogene Daten für die Notwendigkeit in Hinblick auf:

1° die Zulassung:

- a) die Verwaltungsvorgänge bei der Erteilung der Zulassung;
- b) die Maßnahmen zur Aussetzung und zum Entzug der Zulassung;
- c) die Bearbeitung von Rechtsstreitigkeiten im Zusammenhang mit der Zulassung;

2° die Subventionierung:

- a) die Verwaltungsvorgänge bei der Erteilung der Zulassung;
- b) die Maßnahmen zur Rückforderung der zu Unrecht erhaltenen Subvention;
- c) die Bearbeitung von Rechtsstreitigkeiten im Zusammenhang mit der Zulassung;

3° das Sekretariat der Kommission.

Art. 14 - § 1^{er}. Die für die Zulassung erforderlichen Daten sind folgende:

1° die Vor- und Nachnamen der Mitglieder der Agentur für innerstädtische Entwicklung und der Mitglieder ihres Verwaltungsorgans;

2° die Vor- und Nachnamen des Bürgermeisters und des Generaldirektors der Gemeinde, für die die Agentur für innerstädtische Entwicklung zuständig ist;

3° die Vor- und Nachnamen der Vertreter von Drittorganisationen in der Agentur für innerstädtische Entwicklung.

§ 2. Die für die Gewährung und Rückforderung der Subvention nach Artikel 11 erforderlichen Daten sind folgende:

1° in Bezug auf Arbeitnehmer, die von der Agentur für innerstädtische Entwicklung im Rahmen eines Arbeitsvertrags beschäftigt werden:

- a) die Vor- und Nachnamen;
- b) die Höhe der Vergütungen, wie sie in ihrem Arbeitsvertrag festgelegt sind;
- c) die Schulungen, die sie im Rahmen ihres Arbeitsvertrags absolviert haben;

2° in Bezug auf Arbeitnehmer, die der Agentur für innerstädtische Entwicklung von einem Dritten zur Verfügung gestellt werden:

- a) die Vor- und Nachnamen;
- b) die von den Arbeitnehmern, die der Agentur für innerstädtische Entwicklung zur Verfügung gestellt werden, absolvierten Ausbildungen, wenn der Vertrag über die Bereitstellung der Weiterbildung zu Lasten der Agentur vorsieht.

§ 3. Die für das Sekretariat der Kommission erforderlichen Daten sind die Vor- und Nachnamen der Mitglieder der Kommission.

§ 4. Die in den Absätzen 1^{er} und 2 genannten Daten werden dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung von der Agentur für innerstädtische Entwicklung zur Verfügung gestellt. Dieser kann auch auf authentische Datenquellen zurückgreifen.

Die in Absatz 3 genannten Daten werden dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung von den von der Regierung bestimmten vertretenen Einrichtungen zur Verfügung gestellt.

Art. 15 - Die Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung greifen nur insoweit auf personenbezogene Daten zu, als dieser Zugriff für die Erfüllung der Aufgaben erforderlich ist, die ihnen im Rahmen der in Artikel 13 festgelegten Zwecke übertragen wurden.

Jede Person, die nach Absatz 1^{er} Zugang zu personenbezogenen Daten hat, ist an das Berufsgeheimnis gebunden und persönlich für die Verwendung dieser Daten verantwortlich. Artikel 458 des Strafgesetzbuchs findet auf sie Anwendung.

Art. 16 - Die von dem für die Verarbeitung Verantwortlichen erhaltenen Daten werden nicht länger aufbewahrt, als es für die in Artikel 13 festgelegten Zwecke, einschließlich der Verwaltung etwaiger damit verbundener Rechtsstreitigkeiten, erforderlich ist, wobei die maximale Aufbewahrungsdauer den 31. Dezember des Jahres nicht

überschreiten darf, in dem die Verjährung der Ansprüche und gegebenenfalls die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge sowie die endgültige Einstellung der damit verbundenen Gerichts- oder Verwaltungsverfahren und -beschwerden eingetreten sind.

Kapitel 6. — *Bewertung des Systems, Kontrolle und Sanktionen*

Art. 17 - Ab dem Jahr 2024 erstellt das Wallonische Institut für Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik alle fünf Jahre einen Bericht zur Bewertung des Systems der Agenturen für innerstädtische Entwicklung.

Im Bewertungsbericht wird festgestellt, inwieweit das System das angestrebte Ziel erreicht, und es werden Empfehlungen für Verbesserungen ausgesprochen.

Der Bewertungsbericht wird dem Parlament und der Regierung schriftlich übermittelt.

Art. 18 - Die Kontrolle der Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungsmaßnahmen erfolgt gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzgebung und Regelungen zur Wirtschaftspolitik, zur Beschäftigungspolitik und zur wissenschaftlichen Forschung sowie über die Einführung von Verwaltungsbußen, die bei Verstößen gegen diese Gesetzgebungen und Regelungen anwendbar sind.

Art. 19 - § 1^{er}. Mit einer Verwaltungsstrafe von 10 bis 100 Euro wird jede Person bestraft, die nicht gemäß dem vorliegenden Dekret zugelassen ist und die sich entweder direkt als Agentur für innerstädtische Entwicklung ausgibt oder eine Person absichtlich darüber täuscht, dass sie eine Agentur für innerstädtische Entwicklung ist, selbst wenn sie sachlich korrekte Informationen vorlegt.

§ 2. Mit einer Verwaltungsstrafe von 50 bis 500 Euro wird eine zugelassene Agentur für innerstädtische Entwicklung bestraft, die die Regierung nicht über die Änderung der in Artikel 8 § 1^{er} Absatz 1^{er} genannten Bedingungen informiert hat, die nach der Erteilung der Zulassung eingetreten ist.

§ 3. Mit einer Verwaltungsstrafe von 25 bis 250 Euro wird eine zugelassene Agentur für innerstädtische Entwicklung bestraft, die die in Artikel 8 § 2 festgelegten Bedingungen nicht erfüllt.

Art. 20 - Die Bestimmungen von Kapitel 9 des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzgebungen und Regelungen zur Wirtschaftspolitik, zur Beschäftigungspolitik und zur wissenschaftlichen Forschung sowie über die Einführung von Verwaltungsbußen, die bei Verstößen gegen diese Gesetzgebungen und Regelungen anwendbar sind, gelten für die in Artikel 19 festgelegten Verwaltungsbußen.

Kapitel 7. — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 21 - In Abweichung von Artikel 2, § 1^{er}, Absatz 1^{er} und Artikel 9 können Gemeinden mit weniger als 30.000 Einwohnern, die im Rahmen des 1997 initiierten Pilotprojekts mit der Bezeichnung „Wallonischer Aktionsplan für die Verwaltung der Stadtzentren und die Schaffung neuer Beschäftigungsmöglichkeiten“, das 2022 eine Subvention erhalten hat, im Rahmen des vorliegenden Dekrets eine Agentur für innerstädtische Entwicklung einsetzen.

In diesem Fall wird die Zulassung für einen Zeitraum von 7 Jahren erteilt, der nicht verlängert werden kann.

Art. 22 - Das Dekret vom 3. April 2009 über die Zulassung und Gewährung von Subventionen für Verbände zur Verwaltung von Innenstädten wird aufgehoben.

Art. 23 - Dieses Dekret tritt zum Zeitpunkt des Inkrafttretens seines Ausführungserlasses in Kraft.

Verkünden wir das vorliegende Dekret und ordnen wir an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 15. Juni 2023

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAMPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

P. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Informatik, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt und Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2022-2023.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1324 (2022-2023) Nr. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 14. Juni 2023.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/45682]

**15 JUNI 2023. — Decreet betreffende de erkenning
en de financiering van de agentschappen voor stadscentrumontwikkeling (1)**

Het Waals Parlement heeft het volgende aangenomen en Wij, de Waalse Regering, bekrachtigen het volgende:

HOOFDSTUK 1. — *Het agentschap voor stadscentrumontwikkeling*

Artikel 1. § 1. Het agentschap voor stadscentrumontwikkeling is een vereniging zonder winstoogmerk met als doel de economische en commerciële positionering en aantrekkingskracht, de kwaliteit, de gezelligheid en de veiligheid van een of meer stadscentra te versterken en te bestendigen ten voordele van de handelaars en de gebruikers ervan.

§ 2. Samen met zijn partners initieert, bouwt en implementeert het agentschap voor stadscentrumontwikkeling een evenwichtige strategie voor de korte, middellange en lange termijn die gericht is op het bereiken van het in paragraaf 1 beschreven doel.

De strategie waarnaar in lid 1 wordt verwezen, wordt bepaald op basis van de behoeften die in het stadscentrum zijn vastgesteld. Deze komt tot uitdrukking in een strategisch plan en is consistent met het lokale en gewestelijke ontwikkelingsbeleid.

§ 3. Het agentschap voor stadscentrumontwikkeling initieert en ontwikkelt innovatieve samenwerkingsprojecten. Deze projecten vormen een aanvulling op de bestaande projecten in het stadscentrum.

De Regering bepaalt de thema's waarop deze projecten betrekking hebben.

Art. 2. § 1. Elke gemeente met minstens 30.000 inwoners die niet onder een lokaal agentschap voor ontwikkeling valt dat werd opgericht krachtens het decreet van 25 maart 2004 betreffende de goedkeuring en de toekenning van subsidies aan lokale ontwikkelingsagentschappen, kan een agentschap voor stadscentrumontwikkeling oprichten dat verantwoordelijk is voor het hele grondgebied ervan.

Het aantal inwoners dat in aanmerking moet worden genomen, is het aantal personen dat is ingeschreven in het Rijksregister van de natuurlijke personen met hun hoofdverblijfplaats in de betreffende gemeente op 1 januari van het jaar waarin het agentschap wordt opgericht.

§ 2. In de zin van dit decreet wordt een stadscentrum gedefinieerd als een interventiegebied op basis van de volgende alternatieve criteria:

- 1° de hoge concentratie van commerciële en culturele diensten;
- 2° de hoge demografische concentratie;
- 3° de hoge concentratie van diensten voor de burgers die er worden aangeboden;
- 4° de aantrekkingskracht ervan op buitenwijken of naburige gemeenten.

Een agentschap voor stadscentrumontwikkeling kan binnen dezelfde gemeente verschillende interventiegebieden hebben.

Het interventiegebied van het agentschap voor stadscentrumontwikkeling wordt bepaald door de Regering, na overleg met de in artikel 12 bedoelde Commissie.

Art. 3. Zowel de Algemene Vergadering als de Raad van Bestuur zijn in gelijke mate samengesteld uit publieke partners, waaronder ten minste de gemeente waar het agentschap voor stadscentrumontwikkeling is gevestigd, en particuliere partners.

Het voorzitterschap van het bestuursorgaan wordt voor de helft van de looptijd van de overeenkomst waargenomen door een vertegenwoordiger van de publieke partners en voor de andere helft door een vertegenwoordiger van de particuliere partners. Vertegenwoordigers van publieke of particuliere partners kunnen echter afstand doen van dit recht.

De bestuurders die de gemeente vertegenwoordigen, worden benoemd via evenredige vertegenwoordiging van de gemeenteraad in overeenstemming met artikelen 167 en 168 van de Kieswet.

In de zin van dit artikel wordt verstaan onder:

- 1° 'publieke partner': de lokale overheden en de instanties waarvan de activiteiten hoofdzakelijk gefinancierd worden door de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de lokale besturen of andere publieke partners;
- 2° 'particuliere partner': een natuurlijke persoon of een privaatrechtelijke rechtspersoon.

Art. 4. Het agentschap voor stadscentrumontwikkeling waarborgt de financiële transparantie ten aanzien van de Regering, die tot uiting komt in het jaarlijkse activiteitenverslag bedoeld in artikel 8, § 2, eerste lid, 5°. In dit kader houdt het agentschap voor stadscentrumontwikkeling naast de boekhouding die vereist is door de wettelijke en reglementaire bepalingen op dit gebied, gedetailleerde analytische rekeningen bij met het volgende:

- a) de overheidsmiddelen die rechtstreeks door de overheid ter beschikking worden gesteld;
- b) de overheidsmiddelen die door de overheid ter beschikking worden gesteld via overheidsbedrijven of financiële instellingen;
- c) de private middelen die ter beschikking worden gesteld;
- d) het effectieve gebruik van deze publieke en private middelen.

Art. 5. De vereniging heeft een uitvoerend team dat bestaat uit ten minste één directeur en, indien nodig, medewerkers op het terrein. Het uitvoerend team voert taken uit die het doel bedoeld in artikel 1, § 1 nastreven.

De leden van het uitvoerend team zijn in dienst van de vereniging in het kader van een arbeidsovereenkomst.

De medewerkers op het terrein voeren hun taken uit onder het gezag van de directeur.

Art. 6. § 1. De Regering bepaalt de taken van de directeur.

§ 2. Het arbeidsstelsel van de directeur mag niet minder dan vier vijfde zijn.

Als de directeur zijn of haar functie verlaat of als zijn of haar arbeidsstelsel minder dan vier vijfde wordt, heeft het agentschap voor stadscentrumontwikkeling zes maanden de tijd om hem of haar te vervangen.

§ 3. De Regering bepaalt welke titels en ervaring vereist zijn om de functie van directeur te kunnen vervullen.

Een persoon kan niet worden benoemd tot directeur of blijven optreden als directeur als hij of zij:

1° lid is van een organisatie, partij, groep, vereniging of een rechtspersoon is die de democratische beginselen zoals vastgelegd in het Europees Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden en in de aanvullende protocollen bij dit Verdrag die in België van kracht zijn, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of enige andere vorm van genocide niet eerbiedigt;

2° een politieke functie bekleedt of kandidaat is voor een politieke functie in de gemeenteraad van de betrokken gemeente of in de provincieraad van de provincie waartoe de gemeente behoort of in enig orgaan dat rechtstreeks onder die gemeenteraad of provincieraad ressorteert.

Art. 7. Indien de behoeften dit rechtvaardigen, kan de vereniging een beroep doen op het personeel van de betrokken gemeente, overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op de terbeschikkingstelling van contractueel of statutair personeel.

Indien de behoeften dit rechtvaardigen, kan de vereniging een beroep doen op uitrusting en grondstoffen die nodig zijn om haar taken uit te voeren en die haar door de diensten van de betrokken gemeente kunnen worden geleend. Deze terbeschikkingstelling wordt geregeld in een schriftelijke overeenkomst tussen de vereniging en de betreffende gemeente.

HOOFDSTUK 2. — *Erkenning*

Art. 8. § 1. Wanneer de voorwaarden bedoeld in artikel 2, § 1 vervuld zijn, erkent de Regering elke vereniging die deze erkenning aanvraagt en die voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° opgericht zijn als een vereniging zonder winstoogmerk;

2° het in artikel 1, § 1 bedoelde doel nastreven en dit in de statuten vermelden;

3° het strategische plan bedoeld in artikel 1, § 2, lid 2, uitvoeren;

4° de maatschappelijke zetel of een bedrijfseenheid niet op hetzelfde adres hebben als een ondernemersvereniging.

Om de erkenning te behouden, moet het erkende agentschap voor stadscentrumontwikkeling voor de volledige duur van de erkenning blijven voldoen aan de in lid 1 bedoelde voorwaarden. Het agentschap stelt de Regering onverwijld in kennis van elke wijziging in de in lid 1 bedoelde voorwaarden die zich voordoet nadat de erkenning is verleend.

§ 2. Een erkend agentschap voor stadscentrumontwikkeling moet tijdens de erkenningsperiode aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° ongeveer dertig procent van het agentschap wordt jaarlijks gefinancierd uit de gewestelijke subsidie door de lokale partners, waarvan ten minste een derde uit particuliere bijdragen;

2° het personeel permanent opleiden op een wijze die rechtstreeks verband houdt met de taken van de directeur zoals bedoeld in artikel 6, § 1, en het doel bedoeld in artikel 1, § 1;

3° samenwerken met de andere in het kader van dit decreet erkende agentschappen voor stadscentrumontwikkeling;

4° de geactualiseerde tool voor stadsplanning gebruiken die door de Regering werd ontwikkeld;

5° een jaarlijks activiteitenverslag indienen bij de Regering;

6° het decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan naleven.

De voorwaarde vermeld in lid 1, 1°, moet in de jaarrekening worden opgenomen uiterlijk op het einde van het eerste jaar na de datum waarop de erkenning van kracht is.

Art. 9. De erkenning wordt verleend voor een periode van zes jaar. Ze kan worden vernieuwd.

Art. 10. Onverminderd artikel 19 kan de Regering de erkenning van het agentschap voor stadscentrumontwikkeling opschorten of intrekken als het de erkenningsvoorwaarden of de bij of krachtens dit decreet opgelegde verplichtingen niet naleeft.

De procedure voor het opschorten en intrekken van de erkenning zorgt ervoor dat het erkende agentschap voor stadscentrumontwikkeling de mogelijkheid heeft om vooraf zijn standpunt kenbaar te maken over de tekortkomingen waarvan het wordt beschuldigd.

De Regering bepaalt de procedure voor het verlenen, vernieuwen, opschorten en intrekken van de erkenning.

HOOFDSTUK 3. — *Financiering*

Art. 11. Het erkende agentschap voor stadscentrumontwikkeling heeft recht op een subsidie om een deel van de kosten te dekken die voortvloeien uit de toepassing van dit decreet.

De Regering bepaalt het bedrag, de bepalingen en de voorwaarden van de erkenning, de uitbetaling en de terugvordering van de subsidie.

De procedure voor het terugvorderen van de subsidie zorgt ervoor dat het erkende agentschap voor stadscentrumontwikkeling de kans krijgt om zijn standpunten over de naleving van de erkenningsvoorwaarden vooraf kenbaar te maken.

Binnen de grenzen van de beschikbare fondsen wordt de subsidie elk jaar op 1 januari geïndexeerd volgens de bepalingen die door de Regering zijn vastgesteld.

HOOFDSTUK 4. — De Commissie voor erkenning en ondersteuning van de agentschappen voor stadscentrumontwikkeling

Art. 12. Er wordt een Commissie voor erkenning en ondersteuning van de agentschappen voor stadscentrumontwikkeling opgericht, hierna de Commissie te noemen.

De Commissie is als volgt samengesteld:

1° een lid, belast met het voorzitterschap, en een plaatsvervanger die de minister bevoegd voor Economie vertegenwoordigt;

2° een lid, belast met het vicevoorzitterschap, en een plaatsvervanger die de minister bevoegd voor Werkgelegenheid vertegenwoordigt;

3° een lid, belast met het vicevoorzitterschap, en een plaatsvervanger die de minister bevoegd voor Lokale Besturen vertegenwoordigt;

4° een lid en een plaatsvervanger die het departement Werkgelegenheid en Beroepsopleiding van de Waalse Overheidsdienst Economie, Werkgelegenheid en Onderzoek vertegenwoordigen;

5° een lid en een plaatsvervanger die het departement Economische Ontwikkeling van de Waalse Overheidsdienst Economie, Werkgelegenheid en Onderzoek vertegenwoordigen;

6° een lid en een plaatsvervanger die het departement Lokale Besturen van de Waalse Overheidsdienst Binnenlandse Zaken en Sociale Actie vertegenwoordigen;

2° een lid, belast met het vicevoorzitterschap, en een plaatsvervanger die de minister bevoegd voor Werkgelegenheid vertegenwoordigt;

3° een lid, belast met het vicevoorzitterschap, en een plaatsvervanger die de minister bevoegd voor Lokale Besturen vertegenwoordigt;

4° een lid en een plaatsvervanger die het departement Werkgelegenheid en Beroepsopleiding van de Waalse Overheidsdienst Economie, Werkgelegenheid en Onderzoek vertegenwoordigen;

5° een lid en een plaatsvervanger die het departement Economische Ontwikkeling van de Waalse Overheidsdienst Economie, Werkgelegenheid en Onderzoek vertegenwoordigen;

6° een lid en een plaatsvervanger die het departement Lokale Besturen van de Waalse Overheidsdienst Binnenlandse Zaken en Sociale Actie vertegenwoordigen;

7° een vertegenwoordiger van de vzw Union des Villes et Communes de Wallonie.

Wanneer een minister bevoegd is voor meer dan één van de aangelegenheden vermeld in lid 1, 1° tot en met 3°, wijst hij slechts één lid en één plaatsvervanger aan.

De Commissie heeft de volgende taken:

1° aan de Regering met redenen omklede adviezen uitbrengen over aanvragen tot het verlenen en verlengen van erkenningen en over voorstellen tot het opschorten en intrekken van de erkenning;

2° de projecten van de agentschappen voor stadscentrumontwikkeling beoordelen en richtsnoeren of mogelijke oplossingen identificeren op basis van een analyse van de erkenningsaanvragen en activiteitenverslagen;

3° op eigen initiatief of op verzoek van de Regering advies uitbrengen over alle aangelegenheden die betrekking hebben op de agentschappen voor stadscentrumontwikkeling.

De Regering stelt de werkingsregels van de Commissie vast.

HOOFDSTUK 5. — Verwerking van persoonsgegevens

Art. 13. De Waalse Overheidsdienst Economie, Werkgelegenheid en Onderzoek verwerkt persoonsgegevens voor wat noodzakelijk is:

1° met betrekking tot de erkenning;

a) voor het administratieve beheer van het verlenen van de erkenning;

b) voor de opschorting en intrekking van de erkenning;

c) voor het beheer van geschillen in verband met de erkenning;

2° met betrekking tot de subsidiëring;

a) voor het administratieve beheer en de verlening van de subsidie;

b) voor de terugvordering van ten onrechte ontvangen subsidies;

c) voor het beheer van geschillen met betrekking tot de subsidiëring;

3° voor het secretariaat van de Commissie.

Art. 14. § 1. De volgende gegevens zijn vereist voor de erkenning:

1° de voornamen en namen van de leden van het agentschap voor stadscentrumontwikkeling en van de leden van zijn bestuursorgaan;

2° de voornamen en namen van de burgemeester en de directeur-generaal van de gemeente waarvoor het agentschap voor stadscentrumontwikkeling bevoegd is;

3° de voornamen en namen van de vertegenwoordigers van derde organisaties binnen het agentschap voor stadscentrumontwikkeling.

§ 2. De gegevens die nodig zijn voor de toekenning en terugvordering van de in artikel 11 bedoelde subsidie zijn de volgende:

1° met betrekking tot de werknemers die door het agentschap voor stadscentrumontwikkeling worden tewerkgesteld in het kader van een arbeidsovereenkomst:

a) de voornamen en namen;

b) het bedrag van de lonen zoals voorzien in hun arbeidsovereenkomst;

c) de opleidingen die ze hebben gevolgd in het kader van hun arbeidsovereenkomst;

2° met betrekking tot de werknemers die door een derde ter beschikking worden gesteld van het agentschap voor stadscentrumontwikkeling:

a) de voornamen en namen;

b) de opleidingen gevolgd door de werknemers die aan het agentschap voor stadscentrumontwikkeling ter beschikking worden gesteld als in het contract voor de terbeschikkingstelling is bepaald dat het agentschap verantwoordelijk is voor de permanente opleiding.

§ 3. De gegevens die het secretariaat van de Commissie nodig heeft, zijn de voornamen en namen van de leden van de Commissie.

§ 4. De gegevens waarnaar verwezen wordt in de paragrafen 1 en 2 worden aan de Waalse Overheidsdienst Economie, Werkgelegenheid en Onderzoek verstrekt door het agentschap voor stadscentrumontwikkeling. Deze dienst kan ook authentieke gegevensbronnen gebruiken.

De gegevens waarnaar verwezen wordt in paragraaf 3 worden aan de Waalse overheidsdienst Economie, Werkgelegenheid en Onderzoek bezorgd door de vertegenwoordigde organisaties die door de Regering zijn aangeduid.

Art. 15. De werknemers van de Waalse Overheidsdienst Economie, Werkgelegenheid en Onderzoek hebben enkel toegang tot persoonsgegevens voor zover deze toegang noodzakelijk is voor de uitvoering van de taken die hen zijn toevertrouwd in het kader van de doeleinden bepaald in artikel 13.

Iedere persoon die op grond van lid 1 toegang heeft tot persoonsgegevens is gebonden aan het beroepsgeheim en is persoonlijk verantwoordelijk voor het gebruik ervan. Artikel 458 van het Strafwetboek is op hen van toepassing.

Art. 16. De door de verantwoordelijke voor de verwerking verkregen gegevens worden niet langer bewaard dan nodig is voor de in artikel 13 genoemde doeleinden, met inbegrip van het beheer van eventuele geschillen in verband daarmee, met een maximale bewaartermijn die niet later mag zijn dan 31 december van het jaar waarin de verjaring van de rechtsvorderingen en, indien van toepassing, de volledige betaling van alle daarmee verband houdende

bedragen, alsmede de definitieve beëindiging van de rechtsvorderingen en de daarmee verband houdende gerechtelijke of administratieve beroepen, hebben plaatsgevonden.

HOOFDSTUK 6. — *Beoordeling van het mechanisme, de controle en de sancties*

Art. 17. Vanaf 2024 zal het Waals Instituut voor Evaluatie, Toekomstverwachting en Statistiek om de 5 jaar een evaluatierapport opstellen over het mechanisme van de agentschappen voor stadscentrumontwikkeling.

Het evaluatierapport beoordeelt de mate waarin het mechanisme het beoogde doel bereikt en doet aanbevelingen voor de verbetering ervan.

Het evaluatierapport wordt schriftelijk naar het Parlement en de Regering gestuurd.

Art. 18. Het toezicht op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan gebeurt overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.

Art. 19. § 1. Elke persoon die niet erkend is volgens dit decreet en die zich rechtstreeks voordoet als een agentschap voor stadscentrumontwikkeling of die opzettelijk iemand misleidt over het feit dat hij of zij een agentschap voor stadscentrumontwikkeling is, zelfs door feitelijk correcte informatie te verstrekken, wordt bestraft met een administratieve geldboete tussen 10 en 100 euro.

§ 2. Een erkend agentschap voor stadscentrumontwikkeling dat de Regering niet op de hoogte heeft gebracht van wijzigingen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 8, § 1, lid 1, die zich hebben voorgedaan na de toekenning van de erkenning, wordt bestraft met een administratieve geldboete tussen 50 en 500 euro.

§ 3. Een erkend agentschap voor stadscentrumontwikkeling dat de voorwaarden vermeld in artikel 8, § 2, niet naleeft, wordt bestraft met een administratieve geldboete tussen 25 en 250 euro.

Art. 20. De bepalingen van hoofdstuk 9 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen, zijn van toepassing op de administratieve geldboeten bepaald in artikel 19.

HOOFDSTUK 7. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 21. In afwijking van artikel 2, § 1, lid 1, en artikel 9, kunnen gemeenten met minder dan 30.000 inwoners die een vereniging voor stadscentrumbeheer hebben in het kader van het proefproject dat in 1997 werd opgestart onder de naam 'Waals actieplan voor stadscentrumbeheer en het scheppen van nieuwe werkgelegenheidsbronnen' en dat in 2022 een subsidie kreeg, vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet een agentschap voor stadscentrumontwikkeling oprichten in het kader van dit decreet.

In dergelijke gevallen wordt de erkenning verleend voor een niet-verlengbare periode van 7 jaar.

Art. 22. Het decreet van 3 april 2009 houdende erkenning en subsidiëring van de verenigingen voor stadscentrumbeheer wordt opgeheven.

Art. 23. Dit decreet treedt in werking op het moment dat het uitvoeringsbesluit ervan in werking treedt.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 15 juni 2023.

De minister-president,
E. DI RUPO

De vicevoorzitter en minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitale Innovatie, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het 'IFAPME' en de Kenniscentra,
W. BORSUS

De vicevoorzitter en minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
P. HENRY

De vicevoorzitter en minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
C. MORREALE

De minister van Ambtenarenzaken, Informatietechnologie, Administratieve Vereenvoudiging, Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Steden,
C. COLLIGNON

De minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
Adrien DOLIMONT

De minister van Milieu, Natuur, Bosbouw, Plattelandszaken en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2022-2023.

Documenten van het Waals Parlement, 1324 (2022-2023) Nr. 1 tot 3.

Volledig verslag van de plenaire vergadering van 14 juni 2023.

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/45121]

29 JUIN 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2022 instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, les articles 14 et 29, modifiés en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2022 instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 février 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 mars 2023 ;

Vu le rapport du 23 février 2023 établi conformément à l'article 3, 2° du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ; Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 23 mars 2023, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

Considérant l'avis du pôle « Energie », donné le 12 avril 2023 ;

Considérant l'avis du pôle « Logement », donné le 12 avril 2023 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie et du Ministre du Logement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2022 instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 4° est complété par les mots suivants «, en m² K/W » ;

2° au 8°, les mots « à l'annexe » sont remplacés par les mots « à l'annexe I » ;